

Règlements et autres actes

A.M., 2008-14

Arrêté numéro V-1.1-2008-14 de la ministre des Finances en date du 22 août 2008

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché

VU que les paragraphes 1^o, 2^o, 3^o, 8^o, 9.1^o, 32^o et 34^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), modifié par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 2007 et par l'article 170 du chapitre 7 des lois de 2008, prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché a été adopté par la décision n^o 2001-C-0409 du 28 août 2001 (Bulletin hebdomadaire vol. 32, n^o 35 du 31 août 2001);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 4, n^o 16 du 20 avril 2007;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 18 juillet 2008, par la décision n^o 2008-PDG-0195, le Règlement modifiant le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 22 août 2008

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement modifiant le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 8^o, 9.1^o, 32^o et 34^o; 2007, c. 15; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

1. L'article 1.1 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché est modifié:

1^o par le remplacement, dans la définition de «adhérent», des mots «une personne ou société» par les mots «la personne» et par l'addition, à la fin, des mots «, et les représentants de cette personne»;

2^o par la suppression, dans la définition de «agence de traitement de l'information», des mots «ou société»;

3^o par le remplacement, partout où il se trouve dans la définition de «Bourse reconnue», du mot «Bourse» par le mot «bourse», et par le remplacement des mots «par l'autorité en valeurs mobilières en tant qu'organisme d'autoréglementation» par les mots «à titre d'organisme d'autoréglementation par l'autorité en valeurs mobilières ou autorisée par celle-ci»;

* Les seules modifications au Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, adopté par la décision n^o 2001-C-0409 du 28 août 2001 (Bulletin hebdomadaire vol. 32, n^o 35 du 31 août 2001), ont été apportées par le règlement adopté par la décision n^o 2002-C-0128 du 28 mars 2002 (Bulletin hebdomadaire vol. 33, n^o 23 du 14 juin 2002) et par le règlement approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2007-01 du 6 mars 2007 (2007, *G.O.* 2, 1735).

4° par le remplacement, dans le texte français de la définition de «entité d'autoréglementation», du mot «Bourse» par le mot «bourse»;

5° par la suppression, dans la définition de «fournisseur de services de réglementation», des mots «ou société» et par le remplacement du mot «Bourse» par le mot «bourse»;

6° par le remplacement de la définition de «frais de transaction» par la suivante :

««frais de négociation» : les frais qu'un marché exige pour l'exécution d'une opération sur ce marché;»;

7° par la suppression, dans la définition de «intermédiaire entre courtiers sur obligations», des mots «ou société»;

8° par le remplacement, dans la définition de «marché», du mot «Bourse» par le mot «bourse» et par la suppression des mots «ou société»;

9° par le remplacement de la définition de «membre» par la suivante :

««membre» : à l'égard d'une bourse reconnue, une personne qui remplit l'une des conditions suivantes, ainsi que ses représentants :

a) elle détient au moins un siège à la bourse;

b) la bourse lui a accordé des droits d'accès à la négociation directe et elle est assujettie au contrôle de la bourse;»;

10° par la suppression, dans la définition de «ordre», des mots «ou société»;

11° par le remplacement, dans le texte français de la définition de «participant au marché», de «système de négociation parallèle», de «système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations» et de «titre coté», du mot «Bourse» par le mot «bourse»;

12° par le remplacement de la définition de «titre coté à l'étranger» par la suivante :

««titre coté à l'étranger» : un titre qui est inscrit à la cote d'une bourse ou coté sur un système de cotation et de déclaration d'opérations à l'extérieur du Canada qui est réglementé par un membre ordinaire de l'Organisation internationale des commissions de valeurs, mais qui n'est pas inscrit à la cote d'une bourse ni coté sur un système de cotation et de déclaration d'opérations au Canada;»;

13° par le remplacement, dans le texte français de la définition de «titre d'emprunt privé» et de «titre d'emprunt public», du mot «Bourse» par le mot «bourse»;

14° par le remplacement, dans la définition de «utilisateur», des mots «une personne ou société» par les mots «la personne» et par l'addition, à la fin, des mots «, et les représentants de cette personne».

2. L'article 7.5 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «une liste consolidée exacte et à jour» par les mots «en temps réel une liste consolidée exacte».

3. L'article 8.3 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «une liste consolidée en temps réel» par les mots «en temps réel une liste consolidée exacte».

4. L'article 8.5 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«8.5. Les obligations de dépôt de l'agence de traitement de l'information

1) L'agence de traitement de l'information dépose un document faisant état du processus et des critères de sélection ainsi que de la liste des titres d'emprunt publics, s'il y a lieu, et des titres d'emprunt privés désignés au plus tard trente jours après la fin de chaque trimestre civil.

2) L'agence de traitement de l'information dépose un document faisant état, au plus tard trente jours après la fin de chaque année civile, du processus de communication des titres désignés aux marchés, aux intermédiaires entre courtiers sur obligations et aux courtiers qui lui fournissent l'information prévue par le présent règlement, notamment l'emplacement de la liste de ces titres.».

5. L'intitulé de la partie 10 et l'article 10.1 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

«PARTIE 10 L'INFORMATION SUR LES FRAIS DE NÉGOCIATION À FOURNIR PAR LE MARCHÉ

10.1. L'information sur les frais de négociation à fournir par le marché

Le marché met son barème des frais de négociation à la disposition du public.».

6. L'article 11.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots «Le marché tient», des mots «, sous forme électronique,».

7. L'article 11.2 de ce règlement est modifié :

1^o dans le paragraphe 1 :

a) par le remplacement de la phrase introductive par la suivante :

« Dans les dossiers prévus à l'article 11.1, le marché inclut, sous forme électronique, l'information suivante : » ;

b) par la suppression, dans le sous-paragraphe *b*, des mots « , sous forme électronique » ;

2^o par la suppression des paragraphes 2 et 3.

8. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 11.2, de l'article suivant :

« 11.2.1. La transmission de l'information sous forme électronique »

Le marché transmet l'information suivante :

a) il transmet au fournisseur de services de réglementation, s'il a conclu une entente avec lui en vertu du Règlement 23-101 sur les règles de négociation, l'information que celui-ci exige, dans un délai de dix jours ouvrables et sous forme électronique ;

b) il transmet à l'autorité en valeurs mobilières l'information que celle-ci exige en vertu de la législation en valeurs mobilières, dans un délai de dix jours ouvrables et sous forme électronique. ».

9. L'article 12.2 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Les alinéas b) et c) de l'article 12.1 ne s'appliquent pas » par « Le paragraphe *b* de l'article 12.1 ne s'applique pas ».

10. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « personne ou société » et « personnes ou sociétés » par, respectivement, les mots « personne » et « personnes ».

11. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « membre de la direction » et « membres de la direction » par, respectivement, les mots « dirigeant » et « dirigeants ».

12. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « Bourse » et « Bourses » par, respectivement, les mots « bourse » et « bourses ».

13. Le présent règlement entre en vigueur le 12 septembre 2008.

50498

A.M., 2008-15

Arrêté numéro V-1.1-2008-15 de la ministre des Finances en date du 22 août 2008

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation

VU que les paragraphes 2^o, 3^o, 8^o, 9.1^o, 32^o et 34^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), modifié par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 2007 et par l'article 170 du chapitre 7 des lois de 2008, prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes ;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication ;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement ;

VU que le Règlement 23-101 sur les règles de négociation a été adopté par la décision n^o 2001-C-0411 du 28 août 2001 (Bulletin hebdomadaire vol. 32, n^o 35 du 31 août 2001) ;

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement ;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 4, n^o 16 du 20 avril 2007 ;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 18 juillet 2008, par la décision n^o 2008-PDG-0197, le Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation ;